

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 27/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RIGA**

25 avenue de l'Europe CIT  
59435 RONCQ

#### Références :

- arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.
- arrêté préfectoral du 4 juillet 2000 autorisant la société VAN MAERCKE IMMO à exploiter un entrepôt sous le régime de l'autorisation pour la rubrique n°1510.
- arrêté préfectoral du 5 janvier 2017 imposant à la S.A. RIGA des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation

Code AIOT : 0007003532

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2022 dans l'établissement RIGA implanté 25 avenue de l'Europe C.I.T. de Roncq 59223 RONCQ. L'inspection a été annoncée le 16/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection courantes de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France au titre de l'année 2022. Elle a été annoncée à l'exploitant par courriel le 15 septembre 2022.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

44, rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex  
Tél. : 03 20 13 48 48- Fax : 03 20 13 48 78  
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : <http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr>  
Suivez-nous sur : [facebook.com/prefetnord](https://www.facebook.com/prefetnord) - [twitter.com/prefet59](https://twitter.com/prefet59) - [linkedin.com/company/prefethdf/11](https://www.linkedin.com/company/prefethdf/11)

- RIGA
- 25 avenue de l'Europe C.I.T. de Roncq 59223 RONCQ
- Code AIOT : 0007003532
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

L'établissement RIGA de Roncq est spécialisé dans la distribution de produits alimentaires, accessoires et cosmétiques pour petits animaux (oiseaux, rongeurs, poissons, chiens et chats). Depuis sa création il y a 60 ans, RIGA a élargi sa gamme de produits dans le but de couvrir un plus grand nombre d'espèces animales. Aujourd'hui la société dispose d'un catalogue comprenant plus de 2 500 références.

Ces produits sont principalement distribués dans la grande distribution, sous la marque RIGA ou sous la marque de distributeurs.

Le siège social est domicilié au 41 avenue de l'Europe à Roncq, il comprend une partie production et une autre de stockage.

Quant au site contrôlé, implanté au 25 avenue de l'Europe, il comporte 3 cellules de 5 080 m<sup>2</sup> destinés exclusivement au stockage de produits conditionnés.

L'activité de stockage relève de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

#### **Situation administrative :**

L'arrêté préfectoral du 4 juillet 2000 autorise la société VAN MAERCKE IMMO à exploiter un entrepôt sous le régime de l'autorisation pour la rubrique n°1510.

Le 10 septembre 2010 la société VERENA INVEST a déclaré la reprise d'exploitation.

Le 29 novembre 2016 il a été acté de la reprise d'exploitation des activités d'entrepôts couverts de la société VERENA INVEST par la société RIGA S.A. .

L'arrêté préfectoral du 5 janvier 2017 impose à la S.A. RIGA des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

vérification par sondage du respect des prescriptions :

- de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510.
- de l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2000 autorisant la société VAN MAERCKE IMMO à exploiter un entrepôt sous le régime de l'autorisation pour la rubrique n°1510.
- de l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2017 imposant à la S.A. RIGA des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les

informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Mesures de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/07/2000, article 14.2.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	état des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4	/	Sans objet
2	Disponibilité des moyens incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13	/	Sans objet
3	Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13	/	Sans objet
4	Aspects cellules Grande Hauteur	Arrêté Préfectoral du 04/07/2000, article Article 13.9.2	/	Sans objet
5	Aspects cellules Grande Hauteur	Arrêté Préfectoral du 04/07/2000, article Article 13.9.3	/	Sans objet
6	Aspects cellules Grande Hauteur	Arrêté Préfectoral du 04/07/2000, article Article 14.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée le 11 octobre 2022 sur l'établissement RIGA de RONCQ conclut :

- au respect des dispositions du point 1.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatives à l'état des matières stockées ;
- au respect des dispositions du point 13 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/2017 relatives aux moyens de lutte contre l'incendie ;
- au respect des dispositions de l'article 13.9.2 de l'arrêté préfectoral du 04/07/2000 relatives aux dimensions des cellules ;
- au respect des dispositions de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral du 04/07/2000 relatives à l'implantation ;
- au non respect des dispositions de l'article 14.2.3 de l'arrêté préfectoral du 04/07/2000 relatives aux locaux administratifs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : état des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des matières stockées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.  I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non

dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du Préfet, des services d'incendie de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du Préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour, a minima, de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, à minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :** L'exploitant est en mesure d'éditer un inventaire des matières stockées daté du jour. Toutefois, son examen nous a conduit à émettre plusieurs remarques :

- les quantités de matières stockées sont suivies par Unité de Commercialisation (UC) et non par poids ;
- il n'y a pas de classification par famille de produit ;
- les produits sont listés selon une référence commerciale ne permettant ni de connaître rapidement la nature des produits stockés, ni de fournir une information vulgarisée.

Suite à ces observations l'exploitant a retravaillé son outil de gestion et nous a transmis, le 25 octobre 2022, un état des stocks conforme.

L'état des stocks est actualisé en permanence et transféré en fin de journée au serveur domicilié, 41 avenue de l'Europe à Roncq. Cela permet de disposer des données indépendamment des conditions matérielles sur site.

Un inventaire physique de la zone de Picking est réalisé deux fois par an.

Les fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses sont mises à jour par le pôle pharmacie de l'entreprise. Les modalités de consultations de ces fiches ne sont pas connues de tous les utilisateurs.

**Observations :** L'entreprise a fait appel à un prestataire pour la mise en place d'un nouveau logiciel de gestion des stocks. L'Inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le logiciel intègre les

exigences de l'arrêté ministériel. Son déploiement est prévu au dernier trimestre 2023. L'exploitant doit s'assurer que les modalités de consultation des fiches de données de sécurité soient connues des utilisateurs.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans Objet

## N° 2 : Disponibilité des moyens incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II, point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ul style="list-style-type: none"> <li>a. des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</li> <li>b. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie.</p> <p>Arrêté Préfectoral du 04 juillet 2020 article 14.4.5 : Pour l'alimentation des secours extérieurs, la société dispose de quatre poteaux d'incendie de 200 mm de diamètre répartis autour du site le réseau doit être capable de fournir le débit nécessaire pour alimenter, dès le début de l'incendie, les robinets armés, puis le débit nécessaire pour alimenter à raison de 240 m<sup>3</sup>/h en simultanément, les poteaux d'incendie. Les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours)*.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li> <li>– de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;</li> <li>– le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de l'annexe II de l'arrêté Ministériel du 11/04/2017.</li> </ul> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9, tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant deux heures.</p> <p><b>Constats :</b> Les moyens d'incendie sont constitués de 4 poteaux de 200 mm de diamètre disposés sur la voie publique. Jusqu'en 2021 l'exploitant avait recours à la société LST pour les tests de débits. S'agissant d'hydrants du domaine public, la Métropole Européenne Lilloise réalise désormais ces tests. Ils ont été effectués le 05/10/2022. Débits des hydrants mesurés : N°8621 214 m<sup>3</sup>/h, N°8622 194 m<sup>3</sup>/h, N°8628 218 m<sup>3</sup>/h et N°8629 226 m<sup>3</sup>/h. Une mesure en simultanée a été demandée pour la prochaine vérification périodique.</p>

<p>La société dispose de 104 extincteurs répartis à raison de 25 par cellule. Les autres sont mis en place principalement dans des locaux techniques. La société LST a procédé à leur inspection le 10/05/22.</p> <p>Les Robinets d'Incendie Armés (R.I.A) sont alimentés par la réserve sprinkleur. Ils ont été vérifiés le 02/11/2021 par la société Atlantique Automatismes Incendie. Le rapport mentionne les observations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- absence de vannes de barrage sur les R.I.A. ;</li> <li>- absence de plaques signalétiques murales au niveau des R.I.A n°9,13, 1, 6, 11, 12, 14, 15 ;</li> <li>- R.I.A n°6 abîmé, à remplacer ;</li> <li>- R.I.A n°5, 6, 7, 10, 11, 12 trop haut, possibilité de les descendre.</li> </ul> <p><b>Observations : Les observations doivent faire l'objet d'un plan d'action mais ne constituent pas des points de non-conformités.</b></p> <p><b>Sur le positionnement des R.I.A "trop haut", l'exploitant nous a indiqué que le fait de les repositionner plus bas engendrerait un risque de dégradation lors de la circulation des engins de manutention. Nous avons constaté qu'ils demeuraient facilement exploitables dans cette position.</b></p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
---

### N° 3 : Système d'extinction automatique d'incendie (EAI)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article annexe II, point 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EAI
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p><b>Constats :</b> Le site dispose d'un dispositif à eau de type sprinkleur, installé conformément aux instructions de la règle de L'A.P.S.A.D.</p> <p>La partie réservée au stockage des aérosols et des polymères a fait l'objet de l'installation d'un réseau complémentaire de sprinklage en haut des racks.</p> <p>Le dernier compte-rendu Q1 délivré le 04/05/2022, par la société Atlantique Automatismes Incendie, a été consulté. La périodicité de contrôle (semestrielle) est respectée, chaque semaine le moteur est mis en route pour un test fonctionnement d'une durée de 40 minutes. Un contrat d'entretien a été souscrit.</p> <p>Le rapport comporte deux mentions de non-conformité :</p> <p>1- non démarrage sur les batteries N°1 et 2 essais non effectué mise à l'arrêt du moteur.</p> <p>Les deux batteries ont été changées, leur remplacement a mis en évidence une erreur de diagnostic. En réalité la panne a été corrigée par le changement du démarreur.</p>



<p>2- présence de bennes à moins de 10m du bâtiment.</p> <p>Ce point concerne le traitement des déchets de stockage qui est réalisé sur l'environnement extérieur des cellules. L'entreprise a le projet de mettre en place un système disposant d'un retourneur de bac, d'un compacteur, le tout sécurisé par une extension du réseau sprinkleur. Ce dispositif sera mis en place au 2e semestre 2023.</p> <p>La détection incendie est assurée par les têtes de sprinklage et sa centrale permet la transmission de l'alarme à l'exploitant 24h/24h.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Aspects cellules Grande Hauteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2000, article Article 13.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dimensions des cellules
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dispositions constructives art 13.9.2 de l'AP</p> <p>Les entrepôts sont divisés en cellule de moins de 5 100m<sup>2</sup> séparées entre elles par des murs coupe-feu de degré 4 h et des portes coupe-feu de degré 1 h munies de dispositif de fermeture automatique (détection autonome déclencheur) permettant l'ouverture de l'intérieur de chaque cellule.</p> <p>Les murs coupe-feu de degré 4 h sont surélevés de 1m au-dessus de la couverture par des éléments au moins coupe-feu de degré 1 h.</p> <p>Les portes coupe-feu doivent être fermées pendant l'absence du personnel et ne sont pas considérées comme des issues de secours telles que définies à l'article 14.2.4. Les portes peuvent cependant être maintenues ouvertes à condition qu'elles soient asservies à des détecteurs autonomes déclencheurs (D.A.D NFS 61-961) placés en partie supérieure et de part et d'autre de la paroi coupe-feu.</p> <p>L'Exploitant doit s'assurer de la liberté de mouvement des portes coupe-feu en toute circonstance. Notamment, le mécanisme des portes est protégé efficacement contre les chutes intempestives (stockage).</p> <p>Des essais de bon fonctionnement de ces portes sont effectués régulièrement et un entretien doit être entrepris par un agent spécialisé.</p>
<p><b>Constats :</b> L'entrepôt est composé de 3 cellules de 5 080m<sup>2</sup>, séparées par des murs coupe-feu de degré 4 h, chaque mur dispose de deux portes coupe-feu de degré 1 h. Les locaux de charges attenants aux cellules sont également équipés de portes coupe-feu de degré 1 h.</p> <p>En cas d'incendie, la fermeture automatique est déclenchée par un système de fusible. Le contrôle périodique fait l'objet d'un contrat de maintenance avec la société ASSA ABLOY France. Le procès verbal de contrôle réalisé le 07/09/2022 a été présenté à l'inspection. Ce rapport prévoit le remplacement des batteries sur toutes les portes. Les batteries commandées ont été reçues, le remplacement est en cours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Aspects cellules Grande Hauteur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2000, article Article 13.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Organisation du stockage art 13.9.3 :  Les stockages sont effectués de manière que toutes les issues et chemins de circulation soient dégagés.</p> <p>Les moyens de manutention fixes sont conçus pour ne pas gêner, en cas d'incendie, la fermeture des portes coupe-feu.</p> <p>Pour les marchandises entreposées en masse, les blocs sont délimités de manière suivante :  - Surface au sol maximale : 500 m<sup>2</sup> ;  - Hauteur maximale de stockage : 8 m  - Espace minimal entre blocs et parois et entre blocs et structures : 0,8 m  - Espaces entre deux blocs : 1 m<sup>2</sup>  - Espace minimal entre le sommet des blocs et la toiture : 0,9 m ;  - Chaque ensemble de quatre blocs est séparé d'autres blocs par des allées de 2 m.</p> <p>En outre, des allées de circulation de 4 m minimum sont implantées dans chaque cellule de stockage.</p> <p>Toutefois, dans le cas d'un stockage par palettier, ces conditions ne sont pas applicables.</p> <p>Le stockage en vrac est interdit.</p> <p>Les stockages sont disposés de manière à éviter les effets « cheminée »</p> <p>Arrêté préfectoral du 5 janvier 2017 imposant à la S.A. RIGA des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation, aérosols article 3 :  Les aérosols présents sont limités à 18 palettes soit 5,9 tonnes. Ils sont stockés à l'intérieur de cartons sur palettes, dans des palettiers métalliques sur 3 niveaux dans une zone grillagée au sein de la cellule A. Le niveau de protection sprinkler est adapté aux caractéristiques du stockage. La protection est étendue aux alvéoles voisines.</p>
<p><b>Constats :</b> Les marchandises sont principalement stockées sur des palettiers, les équipements de lutte contre l'incendie sont accessibles et aucun élément ne vient entraver la fermeture des portes coupe-feu.</p> <p>Une aire de stockage de marchandises entreposées en masse est localisée dans la zone 3, les dispositions spécifiques à ce type de stockage sont respectées.</p> <p>Une zone de stockage grillagée au sein de la zone 1 est réservée aux aérosols et les quantités stockées respectent les seuils définis à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05/01/2017. Le dispositif de protection sprinkler a été renforcé sur cette zone.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Aspects cellules Grande Hauteur**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2000, article Article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Implantation art 14.1 de l'AP La distance séparant l'établissement des immeubles habités ou occupés par des tiers, des établissements recevant du public ou des immeubles de grande hauteur, ainsi que des Installations classées soumises à Autorisation présentant des risques d'explosion, est égale à au moins 10m. A défaut, l'isolement sera assuré par des murs coupe-feu de degré 4 h, dépassant la toiture d'au moins 1m.
<b>Constats :</b> L'établissement dispose d'une clôture délimitant l'enceinte de la société, cette clôture est placée à une distance minimale de 10 mètres.
<b>Observations :</b> L'exploitant veillera à prendre les dispositions nécessaires pour que la végétation extérieure ne vienne réduire cette distance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Mesures de protection contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2000, article 14.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux administratifs et sociaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Ces locaux sont séparés du bâtiment d'exploitation par le biais de parois coupe-feu de degré 2 h et des portes coupe-feu de degré 1 h. Les bâtiments comportant au moins un étage possèdent une stabilité au feu d'au moins 1/2 h. les planchers sont coupe-feu de degré 2 h.
<b>Constats :</b> Des locaux administratifs disposés en rez-de-chaussée et sur un étage sont présents au sein de la cellule 1. Les murs coupe-feu de degré 2 h ont été élevés à la hauteur plafond de l'étage. En partie supérieure, il n'y a pas de dispositif coupe-feu permettant d'isoler ces locaux de la cellule.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit prendre les mesures nécessaires pour se conformer à ces prescriptions
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois